

# Revue de presse de l'OECT

## Vendredi 2 septembre 2016



<http://www.investir-en-tunisie.net/fr/index.php/2016/09/01/tunisie-saiph-augmente-son-capital-de-27-md/>

## Tunisie : SAIPH augmente son capital de 27 MD



### ***Augmentation du capital en un an : 51 millions de dinars Investissements industriels : 30 millions de dinars***

Pour renforcer sa position en Tunisie et devenir une plateforme d'exportation du médicament vers les pays arabes et l'Afrique subsaharienne, la Société Arabe des Industries Pharmaceutiques SAIPH a procédé lors de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire, réuni récemment à Tunis, à l'augmentation de capital de 27 millions de dinars, ce qui porte l'augmentation du capital de la société à 51 millions de dinars en une année. Cette nouvelle augmentation vise à renforcer le potentiel industriel de SAIPH et sa position en Tunisie et à lui permettre de conquérir de nouveaux marchés à l'export, notamment dans les pays arabes et l'Afrique subsaharienne.

Cette décision intervient au moment où SAIPH s'est vue retirer par la Direction de la Pharmacie et du Médicament (DPM) plusieurs de ses produits fabriqués sous licence, en infraction flagrante aux lois tunisiennes et internationales.

Ce retrait a été rendu possible après la publication par la DPM d'un nouveau guide d'enregistrement des médicaments, permettant le transfert des autorisations de mise sur le marché, sans l'accord de leurs détenteurs légaux.

Ce qui constitue une exception à l'échelle internationale et laisse les mains libres aux multinationales pour le contrôle et l'affaiblissement de l'industrie pharmaceutique nationale. Malgré ce signal négatif envoyé par la DPM aux investisseurs étrangers et surtout aux arabes parmi eux, les actionnaires de SAIPH et principalement ACDIMA qui détient la majorité du capital de SAIPH, ont décidé de continuer à investir dans cette société et à faire confiance à la Tunisie, pour en faire une plateforme importante pour la fabrication et l'exportation des médicaments à destination du monde arabe et de l'Afrique subsaharienne. A rappeler qu'ACDIMA est un fond d'investissement de la ligue Arabe auquel participent 16 états arabes, dont l'Etat tunisien. L'objectif pour lequel il a été créé est d'assurer la sécurité et l'indépendance des pays arabes en matière de médicament. En tout état de cause, SAIPH continuera à défendre ses intérêts et ceux de ses actionnaires, dont l'un des principaux est l'Etat tunisien, par tous les moyens légaux à sa disposition et à éclairer l'opinion publique sur l'évolution de la situation, tout en gardant son entière confiance dans les institutions et la justice de son pays, la Tunisie, pour corriger l'injustice dont elle a été victime

<http://www.businessnews.com.tn/simpar-affie-un-benefice-de-132-md-au-1er-semester-2016,520,66763,3>

## Simpar affiche un bénéfice de 1,32 MD au 1er semestre 2016



La société immobilière Simpar vient de publier les états financiers intermédiaires arrêtés au 30 juin 2016.

Du 1er janvier jusqu'au 30 juin 2016, les états financiers intermédiaires font ressortir des capitaux propres de 42,44 millions de dinars (MD). Les produits d'exploitation se sont situés à 5,98 MD (-12,5% par rapport à juin 2015) pour des charges d'exploitation de l'ordre de 3,41 MD (-26,19% par rapport à juin 2015). Le résultat d'exploitation enregistré est de 2,56 MD (+3,02%).

Ainsi, le bénéfice net de la période s'élève à 1,32 MD contre 1,8 MD un an auparavant, en baisse de 36,42%.

Dans un communiqué, la société explique que face au contexte économique du secteur de la promotion immobilière en Tunisie, l'activité de la société a été marquée sur les six premiers mois de l'année 2016 par :

- La consolidation de son stock foncier par l'acquisition d'un nouveau terrain de superficie 2.100 m<sup>2</sup> sis aux Berges du lac de Tunis pour un montant de 7,35 MD. Cette opération intervient dans un contexte de rareté de terrains constructibles particulièrement dans les zones les plus convoitées et une rude concurrence pour les rares lots encore disponibles et permettrait à la société de consolider sa place dans le segment de l'immobilier de très haut de gamme.
- L'obtention du procès verbal de récolement du bloc "D" du projet résidentiel "Galaxie" sis à Raoued.
- L'obtention des permis de bâtir pour les terrains HSC 5 et HSC 9+10 Chotrana 1 et EHC 25 El Mourouj 5.

L'évolution du stock en cours et du stock de terrains à bâtir laisse prévoir une évolution importante du chiffre d'affaires durant les prochaines années et qui sera perceptible dès la fin de l'exercice en cours avec l'achèvement prévu des projets EHC 69 à Ennaser 2 et celui de la Marsa.

**I.N**

<http://www.businessnews.com.tn/biat--hausse-du-benefice-net-de-2244-au-1er-semester-2016,520,66759,3>

## **BIAT : Hausse du bénéfice net de 22,44% au 1er semestre 2016**



La Banque Internationale Arabe de Tunisie (BIAT) vient de publier les états financiers intermédiaires arrêtés au 30 juin 2016.

Du 1er janvier jusqu'au 30 juin 2016, les états financiers intermédiaires font apparaître un total bilan de 10.125,31 millions de dinars. Le Produit net bancaire (PNB) s'est situé à 278,34 MD fin juin 2016 contre MD fin juin 2015, en progression de 10,6%.

Pour sa part, le bénéfice net de la période s'est élevé à 80,59 MD le 30 juin 2016 contre MD au 30 juin 2015, en hausse de 22,44%.

**I.N**

<http://www.businessnews.com.tn/one-te-holding--hausse-du-resultat-net-part-du-groupe-de-9737,520,66758,3>

## One Tech Holding : Hausse du résultat net part du groupe de 97,37%



Le groupe One Tech Holding vient de publier les états financiers intermédiaires individuels et consolidés arrêtés au 30 juin 2016.

Du 1er janvier jusqu'au 30 juin 2016, les états financiers intermédiaires individuels font ressortir un total bilan de 216,3 millions de dinars (MD). Les produits d'exploitation se sont situés à 19,09 MD (+5,36% par rapport à juin 2015) pour des charges d'exploitation de l'ordre de 1,37 MD (+10,77% par rapport à juin 2015). Le résultat d'exploitation enregistré est de 17,72 MD (+4,96%). Ainsi, le bénéfice de la période s'élève à 17,84 MD, en hausse de 4,74%. Le résultat par action s'est amélioré de 4,71%, évoluant de 0,318 dinar à 0,333 dinar.

Du 1er janvier jusqu'au 30 juin 2016, les états financiers intermédiaires consolidés font ressortir pour leur part un total bilan de 440,1 MD. Les produits d'exploitation se sont situés à 285,89 MD (+21,20% par rapport à juin 2015) pour des charges d'exploitation de l'ordre de 269,45 MD (+21,08% par rapport à juin 2015). Le résultat d'exploitation enregistré est de 16,44 MD (+23,07%). Ainsi, le bénéfice net de l'ensemble consolidé de la période s'élève à 17,57 MD, en hausse de 89,10%. Le résultat net part du groupe s'est amélioré de 97,37%, évoluant de 7,99 MD à 15,77 MD.

I.N

<http://www.businessnews.com.tn/Kamel-Nabli-appelle-%C3%A0-la-cr%C3%A9ation-d%E2%80%99une-commission-ind%C3%A9pendante-pour-%C3%A9tudier-les-comptes-de-l%E2%80%99Etat,534,66753,3>

## Kamel Nabli appelle à la création d'une commission indépendante pour étudier les comptes de l'Etat



L'ancien gouverneur de la Banque Centrale, Mustapha Kamel Nabli, est revenu sur ses inquiétudes pour la Tunisie, dans une interview accordée, mercredi 31 août 2016, à Zouheir El Jiss pour l'émission Al Hadath sur Jawhara FM.

Par des exemples chiffrés, M. Nabli a démontré le gap entre ce qu'on présente et la réalité des choses, alors que ces données devraient être publiques. «*J'ai demandé la divulgation de l'état des finances publiques*», a-t-il affirmé, en estimant que c'est le plus important et le plus grave des sujets à traiter aujourd'hui.

Pour lui, il faut faire un état des lieux des ressources et des dépenses pour 2016, 2017 et 2018, sachant que la Tunisie a plusieurs dettes à rembourser. Il a estimé que les finances publiques ne représentent que la partie visible de l'iceberg, d'autres dépenses n'y figurant pas mais étant financées pas le budget de l'Etat comme par exemple le déficit des caisses sociales, les entreprises publiques déficitaires et en difficulté, etc.

Ainsi, Mustapha Kamel Nabli appelle à lever le voile sur la situation réelle des finances publiques (finances de l'Etat, la retraite, les établissements publics, les salaires, etc.) et des risques que court le pays, tout en prenant en compte tous les engagements de l'Etat.

Il a noté que depuis 2010, une loi de finances complémentaire est réalisée, ce qui prouve que soit ce lui qui réalise le budget ne sait pas compter, soit il évite intentionnellement de comptabiliser certaines choses, soit des décisions postérieures de dépenses impliquant de grands budgets lui tombent dessus ultérieurement. Il s'est interrogé, dans ce cadre, sur le coût des dernières augmentations.

Autre point, M. Nabli souligne que cet état des lieux n'aurait de valeur que s'il est réalisé par une commission d'experts indépendants.

<http://www.businessnews.com.tn/mohamed-ennaceur--la-tunisie-compte-sur-le-soutien-du-japon-pour-la-relance-economique,520,66772,3>

## Mohamed Ennaceur : La Tunisie compte sur le soutien du Japon pour la relance économique



« *La Tunisie compte sur la solidité de ses relations avec le Japon pour la relance de son économie notamment en matière d'investissement dans les régions de l'intérieur* », a affirmé, jeudi 1er septembre 2016, le président de l'assemblée des représentants du peuple (ARP) Mohamed Ennaceur.

Recevant au Palais du Bardo une délégation du groupe d'amitié parlementaire Tunisie-Japon, M. Ennaceur a souligné que la Tunisie et le Japon sont liés par des relations solides et séculaires depuis l'indépendance saluant le soutien apporté par le Japon à la transition démocratique en Tunisie. « *La démocratie et le respect des droits de l'homme sont des valeurs partagées par les deux pays* » a-t-il dit, cité dans un communiqué de l'ARP.

De son côté, le président de la délégation parlementaire japonaise, Katsunori Tanaka a assuré que son pays continuera à appuyer le processus de la transition démocratique en Tunisie ajoutant que la délégation a choisi de se diriger directement à Tunis après sa participation au sommet Japon-Afrique à Nairobi (Kenya) en raison de l'importance de la Tunisie dans son environnement africain.

S.H (Avec TAP)

<http://www.webmanagercenter.com/actualite/economie/2016/09/01/170817/tunisie-economie-bouchamaoui-appelle-au-respect-de-la-loi-a-la-valorisation-du-travail-et-au-sacrifice>

## Tunisie - Economie : Bouchamaoui appelle au respect de la loi, à la valorisation du travail et au sacrifice



L'investissement, maître mot dans l'avenir immédiat de la Tunisie, ne pourra s'accomplir sans stabilité, sans sécurité renforcée et sans visibilité durablement installée. C'est ce qu'estime Wided Bouchamaoui, présidente de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA), en visite à Paris lors l'Université d'été du Medef (patronat français).

Mme Bouchamaoui a souligné que pour remettre en selle l'image de la Tunisie comme un pays en mouvement de transition démocratique et un site de développement économique, la dynamique nouvelle créée à la suite de "l'expérience inédite menée par une organisation patronale (UTICA) et une organisation syndicale (UGTT) autour d'un même projet et qui a été couronnée par une consécration du Prix Nobel de la Paix en 2015, se doit d'être confortée par le respect de l'application de la loi, la valorisation du travail et le consentement au sacrifice".

La présidente du patronat tunisien va plus loin pour souligner que "des réformes, aussi douloureuses soient-elles, sont inévitables dans cette perspective de réinsertion de l'économie tunisienne dans son environnement régional naturel et de repositionnement international".

Sans être pessimiste, Bouchamaoui estime que les années qui viennent vont être difficiles, assurant toutefois que la Tunisie n'a pas d'autre choix que de s'engager dans un vaste programme de réformes, qui seront douloureuses parfois, de mobiliser toutes ses énergies pour le développement économique. "Avec un nouveau gouvernement, une accalmie qui s'installe progressivement, une prise de conscience quasi-générale de la gravité du moment, la Tunisie avance timidement, certes, mais elle s'en sortira, j'en suis persuadée", a-t-elle dit devant ses pairs du Medef.



Elle a tout naturellement saisi cette tribune qui lui est offerte par le patronat français pour lancer une invitation aux entrepreneurs français à participer, les 29 et 30 novembre prochain, à la Conférence internationale sur le Plan de développement de la Tunisie 2016 /2020 qui sera une occasion pour une présentation des réformes économiques engagées, des grands projets structurants, et des propositions concrètes du secteur privé tunisien.

## Economie :

# Le Cercle Kheireddine sonne la mobilisation internationale pour la Tunisie



Afif Chelbi, président du Comité d'orientation du Cercle Kheireddine, et Hamadi Dachraoui, président dudit Cercle, nous informent que le Cercle Kheireddine, le Cercle des Economistes français, et la Fondation Prospective & Innovation, en collaboration avec l'Association des Tunisiens des Grandes Ecoles, l'Association pour la Recherche sur la Transition Démocratique, l'Initiative pour le Développement Economique et Social et Tunisian American Young Professionals, lancent un appel pour une mobilisation internationale en faveur de la Tunisie et organisent une rencontre de présentation de l'appel, et ce le jeudi 15 septembre 2016 à Paris.

Le programme de cette rencontre comprend 15 communications. L'ouverture de cette rencontre sera assurée par Jean-Pierre Raffarin et Wided Bouchamaoui; puis Elyes Jouini et Afif Chelbi présenteront "l'appel" qui sera commenté par Jean Hervé Lorenzi, Serge Degallaix, Christian De Boissieu, Badreddine Ouali, Mohamed Ali Malouche, Olivier Pastré, Asma Ghachem, Hassen Zargouni, Michel Didier, Foued Lakoua.

Plusieurs dirigeants du Cercle Kheireddine seront présents dont notamment: Adessalem Ben Ayed, Chérib Noura, Mohamed S'himi, Karim Ben Kahla, Abdelaziz Rassaa, Amel Belhajali, Mounir Ben Miled, Ahmed Smaoui, Khaoula Boussama. Des dirigeants des 6 ONG partenaires et d'éminentes personnalités internationales seront également présents.

"L'appel" a déjà recueilli une centaine de signataires parmi lesquels deux prix Nobel, d'éminentes personnalités tunisiennes et internationales.

"L'appel" souligne en particulier que la transition démocratique en Tunisie est à la croisée des chemins, avec les acquis enregistrés, mais également les dangers qui menacent.

Dans ce contexte, pour financer son Plan de développement économique 2016-2020, la Tunisie comptera tout d'abord sur ses propres forces, l'épargne nationale couvrant 60% des besoins, mais elle aura besoin inévitablement de financements extérieurs à travers un programme de soutien international, un plan «Marshall Tunisie» doté de 20 milliards d'euros sur 5 ans favorisant une transition démocratique allant dans le sens de l'ouverture et de la modernité et conduisant à plus de prospérité pour la Tunisie et pour la région euro-méditerranéenne.

Avec ce GUN, le président de la République, Béji Caied Essebsi, a voulu provoquer un choc positif et ouvrir de nouveaux horizons visant principalement à rétablir la confiance et relancer la croissance et l'investissement. L'objectif aussi est d'élargir la coalition en associant certains partis de gauche ainsi que trois organisations nationales, à savoir, l'Utica, l'Utap et l'UGTT, a expliqué Besbes. Il a souligné la nécessité de mettre en place des mesures audacieuses et courageuses, faisant remarquer que le retard au niveau des réformes n'a fait qu'assécher les sources de financement du pays, principalement celles provenant de la taxation.

Besbes a souligné que le premier grand défi de Youssef Chahed est le bouclage du budget 2016. Selon lui, Youssef Chahed doit rationaliser les dépenses et rétablir les équilibres financiers, surtout en ce qui concerne la charge relative à la masse salariale dans la fonction publique. Il a fait toutefois savoir que le déficit budgétaire atteindra 6,5% du budget de l'État si le gap (2400 millions de dinars) n'est pas financé par des ressources extérieures.

« Il faut trouver des solutions pour maîtriser les dépenses et éviter une crise de dette publique », déclare-t-il. Youssef Chahed doit revoir tout dans le cadre de la loi de finances complémentaire 2016n tout en assurant les équilibres financiers et l'évolution modeste de certaines recettes, a indiqué Besbes.

Le deuxième défi de Youssef Chahed est celui relatif à l'élaboration d'un budget sain permettant de maîtriser la dette publique, sinon un plan d'austérité s'imposera. « La Tunisie risque, en 2017, d'adopter une politique d'austérité très lourde et insupportable ». Le député a appelé ainsi à mettre en place des mesures d'urgence le plus tôt possible. « Si on ne mobilise pas des recettes pour l'année 2017, on risque certainement une politique d'austérité pouvant aller jusqu'au licenciement d'employés et la diminution des dépenses de la santé ainsi que celles à caractère secondaire », a-t-il dit.

### **Appel à retarder les accords conclus avec l'UGTT!**

Le cadre idéal et l'enjeu c'est la loi de finances 2017, estime Besbes. Là il faut stimuler l'exportation et l'investissement, promouvoir l'entrepreneuriat, identifier de nouveaux marchés et encourager le secteur privé à investir et créer de l'emploi vu la saturation du secteur public. « C'est le seul salut pour le rétablissement des équilibres financiers », a-t-il dit. Une autre mission devra être accomplie par le gouvernement de Chahed, c'est le déblocage des secteurs productifs dont le phosphate et l'industrie chimique.

Slim Besbes a également appelé à maîtriser les finances publiques, surtout au niveau de la masse salariale dans la fonction publique qui risque d'aller jusqu'à 15 milliards de dinars suite à l'application des accords conclus avec l'UGTT concernant les augmentations salariales. Or, le FMI exige que cela ne dépasse pas les 13 milliards de dinars sinon la Tunisie va se trouver en difficulté pour mobiliser des ressources de l'extérieur. Il faut aussi, selon Besbes, agir au niveau de la caisse de compensation.

L'ancien ministre des Finances a appelé à retarder l'application des accords conclus avec l'UGTT portant sur les hausses salariales, au moins pour 2017, l'année record au niveau du remboursement des services de la dette, selon ses dires. « La tâche n'est pas simple. Il faut respecter nos engagements avec le FMI pour éviter une politique d'austérité », a ajouté Besbes.

[http://africanmanager.com/12\\_ezzedine-saidane-rame-a-contre-courant-le-fmi-ne-nous-impose-rien-du-tout/](http://africanmanager.com/12_ezzedine-saidane-rame-a-contre-courant-le-fmi-ne-nous-impose-rien-du-tout/)

## **Ezzedine Saidane rame à contre-courant : « Le FMI ne nous impose rien du tout »**



L'annonce faite par le chef du gouvernement, Youssef Chahed, portant sur une éventuelle politique d'austérité n'a cessé de soulever des critiques. L'économiste et financier, Ezzedine Saidane n'a pas manqué de donner son point de vue sur le sujet. Dans un statut posté sur sa page officielle, il a écrit : « La crise économique et financière en Tunisie est profonde. Rares sont ceux qui osent encore le nier. Ceux qui l'avaient nié par le passé n'ont même pas le courage de reconnaître leur tort aujourd'hui, et encore moins de s'en excuser. Ils nous ont fait perdre un temps précieux et des opportunités de sauvetage de notre économie avec moins de douleur et de sacrifices ».

Saidane a sous un autre angle indiqué que les déficits s'accumulent et la croissance est toujours absente, expliquant cela par le fait que la Tunisie ne crée pas de richesses additionnelles et d'emplois, sauf les emplois qui sont pour la plupart fictifs au niveau de la fonction publique et certaines entreprises publiques.

Il a dans le même contexte indiqué que le FMI, qui ne nous impose rien du tout, contrairement à ce qui se dit, refuse de débloquer les tranches du crédit accordé. « La Tunisie n'a en effet pas honoré les engagements qu'elle avait pris elle-même dans le cadre de la demande de financement présentée (par la Tunisie) au FMI », a affirmé Saidane, soulignant que le budget 2016 n'est toujours pas bouclé faute de ressources. « Les dépenses sont en effet là, et elles sont pour l'essentiel inévitables. Mais un gap important subsiste au niveau des ressources. Une loi de finances complémentaire est donc inévitable. Mais cette pratique des lois de finances complémentaire chaque année depuis 2011 réduit de beaucoup la crédibilité de la loi de finances et du budget de l'État qui est supposé refléter la politique de l'État, et qui représente 30 % de l'économie tunisienne. La dette publique augmente à une vitesse vertigineuse alors que l'économie ne génère quasiment plus de croissance », a-t-il expliqué.

S'agissant de la politique d'austérité évoquée par Youssef Chahed, Saidane a assuré que si l'on entend par austérité la rationalisation des dépenses publiques qui consiste à mettre fin à la mauvaise gestion et au gaspillage des ressources de l'État, cette austérité est demandée à tout moment, c'est-à-dire en temps de crise et en temps normal. Mais si l'on entend par austérité « la réduction des dépenses de santé publique, les licenciements par milliers, la réduction des investissements dans l'infrastructure au niveau des régions, l'augmentation des taux d'imposition », là elle est impossible, selon ses dires. « Ce type d'austérité n'a jamais permis de sortir un pays d'une situation de crise économique et financière. Cela a souvent abouti à approfondir la crise, et la transformer parfois en crise sociale », a indiqué l'économiste, avant d'expliquer que l'économie tunisienne souffre entre autres d'une insuffisance de la demande (les deux moteurs de la consommation et des exportations sont en panne). « Une politique d'austérité, telle que proposée, aboutirait inévitablement à une réduction de la demande et à une aggravation de la crise économique et de la crise des finances publiques », a-t-il dit.

A la lumière de ce contexte, Saidane a proposé un ensemble de solutions. Il s'agit en premier lieu de concevoir et appliquer d'urgence une stratégie globale de sauvetage de l'économie, à l'image du plan d'ajustement structurel (PAS) de 1986, appelant toutefois à reconnaître que notre situation aujourd'hui est bien plus grave que celle de 1986. Il s'agit en effet d'arrêter l'hémorragie avant de traiter. Il a également appelé à engager d'urgence les réformes profondes et douloureuses qui ont été identifiées depuis longtemps, mais qu'aucun gouvernement n'a eu le courage de mettre en place, faute d'audace, de patriotisme et de compétence.

[http://africanmanager.com/12\\_tunisie-une-aide-americaine-de-141-millions-de-dollars/](http://africanmanager.com/12_tunisie-une-aide-americaine-de-141-millions-de-dollars/)

## **Tunisie : Une aide américaine de 141 Millions de dollars**



La coordinatrice des aides américaines à l'ambassade des États-Unis en Tunisie a déclaré que les USA accordent à la Tunisie, au titre de l'année budgétaire 2016, des aides d'une valeur de 141 Millions de dollars. Et ce, pour soutenir le pays sur le plan économique. Il s'agit également d'une aide à la gouvernance, à la démocratie et à la sécurité.

Dans une déclaration rapportée par Mosaïque Fm, elle a ajouté qu'il y a 3 mois, les USA ont signé un accord avec la Tunisie qui garantit des prêts avec de bas taux d'intérêt.

[http://africanmanager.com/17\\_tunisie-bourse-les-benefices-du-1er-semester-depassent-deja-ceux-de-toute-lannee-2015-chez-pgh/](http://africanmanager.com/17_tunisie-bourse-les-benefices-du-1er-semester-depassent-deja-ceux-de-toute-lannee-2015-chez-pgh/)

## Tunisie-Bourse : Les bénéfices du 1er semestre dépassent déjà ceux de toute l'année 2015 chez PGH



Les états financiers individuel de PGH (Poulina Group holding) pour la période des 6 premiers mois de l'exercice 2016, affichent un total net de bilan de 461,661 MDT et un résultat net de 71,030 MDT et une variation de trésorerie négative de 0,48.988 DT. Remarquons tout de suite, que ce bénéfice du 1<sup>er</sup> semestre 2016, 71,030 MDT dépasse déjà celui de tout l'exercice 2015 qui était de 64,181 MDT. En consolidé, ce n'est pas le cas. Les bénéfices du premier trimestre 2016 sont de 55,283 MDT contre 80,022 MDT pour tout l'exercice 2015, mais toujours en hausse par rapports aux 48,856 MDT du 1<sup>er</sup> semestre 2015.